

ANNEXE 2 – TEXTES DE LOI

Sources :

Code de consommation

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LE-GITEXT000006069565/2024-04-19/

Code Civil

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LE-GITEXT000006070721/2024-04-19/

Article L211-1 du Code de consommation

Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat à titre onéreux, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :

1° Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, ainsi que celles du service numérique ou du contenu numérique, compte tenu de leur nature et du support de communication utilisé, et notamment les fonctionnalités, la compatibilité et l'interopérabilité du bien comportant des éléments numériques, du contenu numérique ou du service numérique, ainsi que l'existence de toute restriction d'installation de logiciel ;

2° Le prix ou tout autre avantage procuré au lieu ou en complément du paiement d'un prix en application des articles L112-1 à L112-4-1 ;

3° En l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel le professionnel s'engage à délivrer le bien ou à exécuter le service ;

4° Les informations relatives à l'identité du professionnel, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques et à ses activités, pour autant qu'elles ne ressortent pas du contexte ;

5° L'existence et les modalités de mise en œuvre des garanties légales, notamment la garantie légale de conformité et la garantie légale des vices cachés, et des éventuelles garanties commerciales, ainsi que, le cas échéant, du service après-vente et les informations afférentes aux autres conditions contractuelles ;

6° La possibilité de recourir à un médiateur de la consommation dans les conditions prévues au titre Ier du livre VI.

ANHANG 2 – GESETZESTEXTE

Quellen:

Verbraucherschutzgesetz

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LE-GITEXT000006069565/2024-04-19/

Code Civil

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LE-GITEXT000006070721/2024-04-19/

Artikel L211-1 Verbraucherschutzgesetz

Bevor der Verbraucher durch einen entgeltlichen Vertrag gebunden wird, muss der Gewerbetreibende dem Verbraucher die folgenden Informationen in lesbarer und verständlicher Form übermitteln:

1° die wesentlichen Merkmale der Ware oder Dienstleistung sowie der digitalen Dienstleistung oder des digitalen Inhalts, unter Berücksichtigung ihrer Art und des verwendeten Kommunikationsmediums, insbesondere die Funktionalität, Kompatibilität und Inoperabilität der Ware mit digitalen Elementen, des digitalen Inhalts oder der digitalen Dienstleistung sowie das Vorhandensein von Beschränkungen für die Installation von Software;

2° Der Preis oder jeder andere Vorteil, der anstelle oder zusätzlich zur Zahlung eines Preises gemäß den Artikeln L112-1 bis L112-4-1 gewährt wird;

3° Falls der Vertrag nicht sofort erfüllt werden kann, das Datum oder die Frist, innerhalb derer der Gewerbetreibende sich verpflichtet, die Ware zu liefern oder die Dienstleistung zu erbringen;

4° Informationen über die Identität des Gewerbetreibenden, seine postalischen, telefonischen und elektronischen Kontaktdaten und seine Tätigkeiten, sofern sie nicht aus dem Kontext hervorgehen;

5° Die Existenz und die Modalitäten der Inanspruchnahme der gesetzlichen Garantien, insbesondere der gesetzlichen Konformitätsgarantie und der gesetzlichen Garantie für versteckte Mängel, und der eventuellen kommerziellen Garantien, sowie gegebenenfalls des Kundendienstes und die Informationen über die anderen Vertragsbedingungen;

6° die Möglichkeit, einen Verbrauchermediator unter den Bedingungen von Titel I des Sechsten Buches in Anspruch zu nehmen.

La liste et le contenu précis de ces informations sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux contrats portant sur la fourniture d'eau, de gaz ou d'électricité, y compris lorsqu'ils ne sont pas conditionnés dans un volume délimité ou en quantité déterminée, ainsi que de chauffage urbain. Ces contrats font également référence à la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

L217-2 du Code de consommation

Tout risque de perte ou d'endommagement du bien est transféré au consommateur au moment où ce dernier ou un tiers désigné par lui prend physiquement possession de ces biens.

Article L217-4 du Code de consommation

Le bien est conforme au contrat s'il répond notamment, le cas échéant, aux critères suivants :

1° Il correspond à la description, au type, à la quantité et à la qualité, notamment en ce qui concerne la fonctionnalité, la compatibilité, l'interopérabilité, ou toute autre caractéristique prévues au contrat ;

2° Il est propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, porté à la connaissance du vendeur au plus tard au moment de la conclusion du contrat et que ce dernier a accepté ;

3° Il est délivré avec tous les accessoires et les instructions d'installation, devant être fournis conformément au contrat ;

4° Il est mis à jour conformément au contrat.

Article L217-5 du Code de consommation

I.-En plus des critères de conformité au contrat, le bien est conforme s'il répond aux critères suivants :

1° Il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien de même type, compte tenu, s'il y a lieu, de toute disposition du droit de l'Union européenne et du droit national ainsi que de toutes les normes techniques ou, en l'absence de telles

Die Liste und der genaue Inhalt dieser Informationen werden durch ein Dekret des Staatsrats festgelegt.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten auch für Verträge über die Lieferung von Wasser, Gas oder Strom, auch wenn diese nicht in einem bestimmten Volumen oder in einer bestimmten Menge abgefüllt sind, sowie für Verträge über die Lieferung von Fernwärme. In diesen Verträgen wird auch auf die Notwendigkeit eines sparsamen und umweltfreundlichen Verbrauchs hingewiesen.

Artikel L217-2 Verbraucherschutzgesetz

Jedes Risiko des Verlusts oder der Beschädigung der Güter geht in dem Moment auf den Verbraucher über, in dem der Verbraucher oder ein von ihm benannter Dritter die Güter physisch in Besitz nimmt.

Artikel L217-4 Verbraucherschutzgesetz

Die Ware ist vertragsgemäß, wenn sie insbesondere, sofern zutreffend, die folgenden Kriterien erfüllt:

1° Es entspricht der Beschreibung, dem Typ, der Menge und der Qualität, insbesondere in Bezug auf die Funktionalität, die Kompatibilität, die Interoperabilität oder jede andere Eigenschaft, die im Vertrag vorgesehen ist;

2° Es ist für jeden vom Verbraucher gewünschten besonderen Zweck geeignet, der dem Verkäufer spätestens zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses mitgeteilt wurde und den der Verbraucher akzeptiert hat;

3° Es wird mit allen Zubehörteilen und Installationsanweisungen geliefert, die gemäß dem Vertrag geliefert werden müssen;

4° Es wird gemäß dem Vertrag aktualisiert.

Artikel L217-5 Verbraucherschutzgesetz

I.- Zusätzlich zu den Kriterien der Vertragsmäßigkeit ist die Ware formgerecht, wenn sie die folgenden Kriterien erfüllt:

1° Es eignet sich für die Verwendung, die üblicherweise von einem Gut der gleichen Art erwartet wird, wobei gegebenenfalls alle Bestimmungen des Rechts der Europäischen Union und des nationalen Rechts sowie alle technischen Normen oder, in Ermangelung solcher technischen Normen, die

normes techniques, des codes de conduite spécifiques applicables au secteur concerné ;

2° Le cas échéant, il possède les qualités que le vendeur a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle, avant la conclusion du contrat ;

3° Le cas échéant, les éléments numériques qu'il comporte sont fournis selon la version la plus récente qui est disponible au moment de la conclusion du contrat, sauf si les parties en conviennent autrement ;

4° Le cas échéant, il est délivré avec tous les accessoires, y compris l'emballage, et les instructions d'installation que le consommateur peut légitimement attendre ;

5° Le cas échéant, il est fourni avec les mises à jour que le consommateur peut légitimement attendre, conformément aux dispositions de l'article L217-19 ;

6° Il correspond à la quantité, à la qualité et aux autres caractéristiques, y compris en termes de durabilité, de fonctionnalité, de compatibilité et de sécurité, que le consommateur peut légitimement attendre pour des biens de même type, eu égard à la nature du bien ainsi qu'aux déclarations publiques faites par le vendeur, par toute personne en amont dans la chaîne de transactions, ou par une personne agissant pour leur compte, y compris dans la publicité ou sur l'étiquetage.

II.-Toutefois, le vendeur n'est pas tenu par toutes déclarations publiques mentionnées à l'alinéa qui précède s'il démontre :

1° Qu'il ne les connaissait pas et n'était légitimement pas en mesure de les connaître ;

2° Qu'au moment de la conclusion du contrat, les déclarations publiques avaient été rectifiées dans des conditions comparables aux déclarations initiales ; ou

3° Que les déclarations publiques n'ont pas pu avoir d'influence sur la décision d'achat.

III.-Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut concernant une ou plusieurs caractéristiques particulières du bien, dont il a été spécifiquement informé qu'elles s'écartaient des critères de conformité énoncés au présent article, écart auquel il a expressément et

spécifiques Verhaltenskodizes, die für den betreffenden Sektor gelten, zu berücksichtigen sind;

2° Gegebenenfalls besitzt er die Eigenschaften, die der Verkäufer dem Verbraucher vor Vertragsabschluss in Form einer Probe oder eines Modells präsentiert hat;

3° Gegebenenfalls werden die digitalen Elemente, die es enthält, in der aktuellsten Version geliefert, die zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses verfügbar ist, es sei denn, die Parteien vereinbaren etwas anderes;

4° Gegebenenfalls wird das Produkt mit allen Zubehörteilen, einschließlich der Verpackung, und den Installationsanweisungen geliefert, die der Verbraucher berechtigterweise erwarten kann;

5° Gegebenenfalls wird es mit den Updates geliefert, die der Verbraucher gemäß den Bestimmungen des Artikels L217-19 berechtigterweise erwarten kann;

6. der Menge, der Qualität und den sonstigen Merkmalen, einschließlich der Haltbarkeit, Funktionalität, Kompatibilität und Sicherheit, entspricht, die der Verbraucher bei Waren der gleichen Art unter Berücksichtigung der Beschaffenheit der Ware und der öffentlichen Äußerungen des Verkäufers, einer in der Transaktionskette vorgeschalteten Person oder einer in ihrem Namen handelnden Person, einschließlich in der Werbung oder auf dem Etikett, berechtigterweise erwarten kann.

II. Der Verkäufer ist jedoch nicht an die im vorstehenden Absatz genannten öffentlichen Erklärungen gebunden, wenn er nachweist, dass er sie kennt:

1° dass er sie nicht kannte und nicht in der Lage war, sie rechtmäßig zu kennen;

2° dass die öffentlichen Erklärungen zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses unter Bedingungen berichtigt worden waren, die mit den ursprünglichen Erklärungen vergleichbar waren; oder

3° dass die öffentlichen Erklärungen keinen Einfluss auf die Kaufentscheidung haben konnten.

III. Der Verbraucher kann die Vertragsmäßigkeit nicht unter Berufung auf einen Mangel in Bezug auf ein oder mehrere besondere Merkmale des Gutes bestreiten, über deren Abweichung von den in diesem Artikel festgelegten Kriterien für die Vertragsmäßigkeit er ausdrücklich und gesondert

séparément consenti lors de la conclusion du contrat.

Article L217-9 du Code de consommation

Le consommateur est en droit d'exiger la mise en conformité du bien aux critères énoncés dans la sous-section 1 de la présente section.

Le consommateur sollicite auprès du vendeur la mise en conformité du bien, en choisissant entre la réparation et le remplacement. A cette fin, le consommateur met le bien à la disposition du vendeur.

Article L217-12 du Code de consommation

Le vendeur peut ne pas procéder selon le choix opéré par le consommateur si la mise en conformité sollicitée est impossible ou entraîne des coûts disproportionnés au regard notamment :

- 1° De la valeur qu'aurait le bien en l'absence de défaut de conformité ;
- 2° De l'importance du défaut de conformité ; et
- 3° De la possibilité éventuelle d'opter pour l'autre choix sans inconvénient majeur pour le consommateur.

Le vendeur peut refuser la mise en conformité du bien si celle-ci est impossible ou entraîne des coûts disproportionnés notamment au regard des 1° et 2°.

Lorsque ces conditions ne sont pas respectées, le consommateur peut, après mise en demeure, poursuivre l'exécution forcée en nature de la solution initialement sollicitée, conformément aux articles 1221 et suivants du code civil.

Tout refus par le vendeur de procéder selon le choix du consommateur ou de mettre le bien en conformité, est motivé par écrit ou sur support durable.

Article L217-16 du Code de consommation

Dans les cas prévus à l'article L217-14, le consommateur informe le vendeur de sa décision de résilier le contrat. Il restitue les biens au vendeur aux frais de ce dernier. Le vendeur rembourse au consommateur le prix payé et restitue tout autre avantage reçu au titre du contrat.

unterrichtet worden ist und die er bei Vertragsschluss ausdrücklich und gesondert anerkannt hat.

Artikel L217-9 Verbraucherschutzgesetz

Der Verbraucher hat das Recht zu verlangen, dass die Ware den in Unterabschnitt 1 dieses Abschnitts festgelegten Kriterien entspricht.

Der Verbraucher verlangt vom Verkäufer die Herstellung des vertragsgemäßen Zustands des Gutes, wobei er zwischen Nachbesserung und Ersatzlieferung wählen kann. Zu diesem Zweck stellt der Verbraucher dem Verkäufer das Gut zur Verfügung.

Artikel L217-12 Verbraucherschutzgesetz

Der Verkäufer darf nicht nach der vom Verbraucher getroffenen Wahl verfahren, wenn die verlangte Herstellung der Konformität unmöglich ist oder unverhältnismäßig hohe Kosten verursacht, insbesondere im Hinblick auf:

- 1° des Wertes, den das Gut ohne die Vertragswidrigkeit hätte;
 - 2° der Bedeutung der Vertragswidrigkeit; und
 - 3° der Möglichkeit, die andere Wahl ohne erhebliche Nachteile für den Verbraucher zu treffen.
- Der Verkäufer kann die Herstellung der Konformität des Gutes verweigern, wenn diese unmöglich ist oder unverhältnismäßig hohe Kosten verursacht, insbesondere im Hinblick auf die Bestimmungen der Nummern 1 und 2.

Wenn diese Bedingungen nicht eingehalten werden, kann der Verbraucher nach einer Inverzugsetzung gemäß Artikel 1221 ff. des Zivilgesetzbuches die ursprünglich beantragte Lösung in Natura zwangsweise durchsetzen.

Jede Weigerung des Verkäufers, nach der Wahl des Verbrauchers vorzugehen oder die Ware in Übereinstimmung mit den Vorschriften zu bringen, ist schriftlich oder auf einem dauerhaften Datenträger zu begründen.

Artikel L217-16 Verbraucherschutzgesetz

In den in Artikel L217-14 genannten Fällen unterrichtet der Verbraucher den Verkäufer über seine Entscheidung, den Vertrag aufzulösen. Er gibt die Waren auf Kosten des Verkäufers an diesen zurück. Der Verkäufer erstattet dem Verbraucher den gezahlten Preis zurück und gibt ihm alle anderen aufgrund des Vertrags erhaltenen Vorteile zurück.

Si le défaut de conformité ne porte que sur certains biens délivrés en vertu du contrat de vente, le consommateur a le droit à la résolution du contrat pour l'ensemble des biens, même ceux non couverts par le présent chapitre, si l'on ne peut raisonnablement attendre de lui qu'il accepte de garder les seuls biens conformes.

Pour les contrats mentionnés au II de l'article L217-1, prévoyant la vente de biens et, à titre accessoire, la fourniture de services non couverts par le présent chapitre, le consommateur a droit à la résolution de l'ensemble du contrat. En outre, dans le cas d'une offre groupée au sens de l'article L224-42-2, le consommateur a le droit à la résolution de l'ensemble des contrats y afférents.

Les obligations respectives des parties au contrat, mentionnées à l'article L224-25-22 et relatives aux conséquences de la résolution pour les contenus numériques et les services numériques, sont applicables à la résolution du contrat de vente d'un bien comportant des éléments numériques.

Article L221-18 du Code de consommation

Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L221-23 à L221-25.

Le délai mentionné au premier alinéa court à compter du jour :

1° De la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article L221-4 ;

2° De la réception du bien par le consommateur ou un tiers, autre que le transporteur, désigné par lui, pour les contrats de vente de biens. Pour les contrats conclus hors établissement, le consommateur peut exercer son droit de rétractation à compter de la conclusion du contrat.

Dans le cas d'une commande portant sur plusieurs biens livrés séparément ou dans le cas d'une commande d'un bien composé de lots ou de pièces multiples dont la livraison est échelonnée sur une période définie, le délai court à compter de la

Betrifft die Vertragswidrigkeit nur bestimmte Waren, die aufgrund des Kaufvertrags geliefert wurden, so hat der Verbraucher das Recht, den Vertrag in Bezug auf alle Waren, auch die nicht unter dieses Kapitel fallenden, aufzulösen, wenn von ihm vernünftigerweise nicht erwartet werden kann, dass er sich bereit erklärt, nur die vertragsgemäßen Waren zu behalten.

Bei den in Artikel L217-1 II genannten Verträgen, die den Verkauf von Waren und als Nebenleistung die Erbringung von Dienstleistungen vorsehen, die nicht unter dieses Kapitel fallen, hat der Verbraucher das Recht, den gesamten Vertrag aufzulösen. Darüber hinaus hat der Verbraucher im Falle eines Bündelangebots im Sinne von Artikel L224-42-2 das Recht auf Auflösung aller damit zusammenhängenden Verträge.

Die in Artikel L224-25-22 genannten Verpflichtungen der Vertragsparteien in Bezug auf die Folgen der Vertragsauflösung bei digitalen Inhalten und digitalen Dienstleistungen gelten auch für die Auflösung eines Kaufvertrags über eine Ware mit digitalen Elementen.

Artikel L221-18 Verbraucherschutzgesetz

Der Verbraucher kann innerhalb von vierzehn Tagen sein Recht auf Widerruf eines im Fernabsatz, nach einem Telefonanruf oder außerhalb von Geschäftsräumen geschlossenen Vertrags ausüben, ohne seine Entscheidung begründen zu müssen und ohne andere als die in den Artikeln L221-23 bis L221-25 vorgesehenen Kosten tragen zu müssen.

Die in Absatz 1 genannte Frist beginnt ab dem Tag:

1° des Vertragsabschlusses, bei Verträgen über die Erbringung von Dienstleistungen und bei den in Artikel L221-4 genannten Verträgen;

2° des Empfangs der Ware durch den Verbraucher oder einen von ihm benannten Dritten, der nicht der Beförderer ist, bei Verträgen über den Verkauf von Waren. Bei außerhalb von Geschäftsräumen geschlossenen Verträgen kann der Verbraucher sein Widerrufsrecht ab dem Zeitpunkt des Vertragsabschlusses ausüben.

Bei einer Bestellung von mehreren Waren, die nacheinander geliefert werden, oder bei einer Bestellung von Waren, die aus mehreren Losen oder Teilen bestehen und deren Lieferung über einen bestimmten Zeitraum verteilt wird, beginnt die

réception du dernier bien ou lot ou de la dernière pièce.

Pour les contrats prévoyant la livraison régulière de biens pendant une période définie, le délai court à compter de la réception du premier bien.

Article L221-23 du Code de consommation

Le consommateur renvoie ou restitue les biens au professionnel ou à une personne désignée par ce dernier, sans retard excessif et, au plus tard, dans les quatorze jours suivant la communication de sa décision de se rétracter conformément à l'article L221-21, à moins que le professionnel ne propose de récupérer lui-même ces biens.

Le consommateur ne supporte que les coûts directs de renvoi des biens, sauf si le professionnel accepte de les prendre à sa charge ou s'il a omis d'informer le consommateur que ces coûts sont à sa charge. Néanmoins, pour les contrats conclus hors établissement, lorsque les biens sont livrés au domicile du consommateur au moment de la conclusion du contrat, le professionnel récupère les biens à ses frais s'ils ne peuvent pas être renvoyés normalement par voie postale en raison de leur nature.

La responsabilité du consommateur ne peut être engagée qu'en cas de dépréciation des biens résultant de manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement de ces biens, sous réserve que le professionnel ait informé le consommateur de son droit de rétractation, conformément au 7° de l'article L221-5.

Article L612-1 du Code de consommation

Tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, le professionnel garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation.

Le professionnel peut mettre en place son propre dispositif de médiation de la consommation ou proposer au consommateur le recours à tout autre médiateur de la consommation répondant aux exigences du présent titre

Frist mit dem Erhalt der letzten Ware oder des letzten Loses oder Teils.

Bei Verträgen, die die regelmäßige Lieferung von Gütern über einen bestimmten Zeitraum vorsehen, beginnt die Frist mit dem Erhalt des ersten Gutes.

Artikel L221-23 Verbraucherschutzgesetz

Der Verbraucher muss die Waren unverzüglich und spätestens binnen vierzehn Tagen nach der Mitteilung seiner Entscheidung, den Vertrag gemäß Artikel L221-21 zu widerrufen, an den Gewerbetreibenden oder eine von diesem benannte Person zurücksenden oder zurückgeben, es sei denn, der Gewerbetreibende bietet an, die Waren selbst abzuholen.

Der Verbraucher trägt nur die unmittelbaren Kosten der Rücksendung der Waren, es sei denn, der Gewerbetreibende erklärt sich bereit, diese Kosten zu übernehmen, oder er hat es versäumt, den Verbraucher darüber zu informieren, dass diese Kosten von ihm zu tragen sind. Werden jedoch bei außerhalb von Geschäftsräumen geschlossenen Verträgen die Waren zum Zeitpunkt des Vertragschlusses an den Wohnsitz des Verbrauchers geliefert, so holt der Gewerbetreibende die Waren auf seine Kosten ab, wenn sie aufgrund ihrer Beschaffenheit nicht normal mit der Post zurückgesandt werden können.

Der Verbraucher kann nur für die Wertminderung der Waren haftbar gemacht werden, die durch andere als die zur Feststellung der Art, der Eigenschaften und der Funktionsfähigkeit der Waren erforderlichen Handlungen verursacht wurde, sofern der Gewerbetreibende den Verbraucher gemäß Artikel L221-5 7° über sein Widerrufsrecht belehrt hat.

Artikel L612-1 Verbraucherschutzgesetz

Jeder Verbraucher hat das Recht, sich kostenlos an einen Verbraucherschlichter zu wenden, um seinen Streit mit einem Gewerbetreibenden gütlich beizulegen. Zu diesem Zweck garantiert der Gewerbetreibende dem Verbraucher die wirksame Inanspruchnahme einer Verbraucherschlichtungsstelle.

Der Gewerbetreibende kann seine eigene Verbraucherschlichtung einrichten oder dem Verbraucher die Inanspruchnahme eines anderen Verbraucherschlichters vorschlagen, der die Anforderungen dieses Titels erfüllt.

Lorsqu'il existe un médiateur de la consommation dont la compétence s'étend à l'ensemble des entreprises d'un domaine d'activité économique dont il relève, le professionnel permet toujours au consommateur d'y recourir.

Les modalités selon lesquelles le processus de médiation est mis en œuvre sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article R631-3 du Code de consommation

Le consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

Article 1218 du Code Civil

Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1.

Article 1641 du Code Civil

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Gibt es einen Verbrauchermediator, dessen Zuständigkeit sich auf alle Unternehmen eines Wirtschaftszweiges erstreckt, dem der Gewerbetreibende angehört, so ermöglicht der Gewerbetreibende dem Verbraucher stets die Inanspruchnahme dieses Mediators.

Die Modalitäten, nach denen das Mediationsverfahren durchgeführt wird, werden durch ein Dekret des Staatsrates festgelegt.

Artikel R631-3 Verbraucherschutzgesetz

Der Verbraucher kann entweder eines der nach der Zivilprozessordnung örtlich zuständigen Gerichte oder das Gericht des Ortes anrufen, an dem er zum Zeitpunkt des Vertragsschlusses oder des Eintritts des schädigenden Ereignisses seinen Wohnsitz hatte.

Artikel 1218 Bürgerliches Gesetzbuch

Höhere Gewalt liegt bei Verträgen vor, wenn ein Ereignis, das sich der Kontrolle des Schuldners entzieht, dass bei Vertragsabschluss nicht vernünftigerweise vorhersehbar war und dessen Auswirkungen nicht durch geeignete Maßnahmen verhindert werden können, die Erfüllung der Verpflichtung durch den Schuldner verhindert.

Ist das Hindernis vorübergehend, so wird die Erfüllung der Verpflichtung ausgesetzt, es sei denn, die daraus resultierende Verzögerung rechtfertigt die Auflösung des Vertrags. Ist das Hindernis endgültig, wird der Vertrag von Rechts wegen aufgelöst und die Parteien werden unter den in den Artikeln 1351 und 1351-1 vorgesehenen Bedingungen von ihren Verpflichtungen befreit.

Artikel 1641 Bürgerliches Gesetzbuch

Der Verkäufer ist verpflichtet, die Garantie für verborgene Mängel der verkauften Sache zu übernehmen, die sie für die beabsichtigte Verwendung ungeeignet machen oder diese Verwendung so sehr beeinträchtigen, dass der Käufer sie nicht erworben oder nur einen geringeren Preis dafür gezahlt hätte, wenn er sie gekannt hätte.